



Programme Alimentaire Mondial

**Session annuelle
du Conseil d'administration
Rome, 12–16 juin 2017**

Distribution: générale

Date: 5 juin 2017

Original: anglais

Point 8 de l'ordre du jour

WFP/EB.A/2017/8-A/2

Questions opérationnelles

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Plan stratégique de pays — Liban (2018–2020)

Durée	1 ^{er} janvier 2018–31 décembre 2020
Coût total pour le PAM	889 615 681 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>

Résumé

En proie à des chocs tant internes qu'externes, le Liban a toutefois accompli des progrès remarquables en matière de développement économique, social et humain au cours de la dernière décennie. Le pays a fait preuve d'une résilience et d'une solidarité exceptionnelles en accueillant 1,5 million de réfugiés. Cependant, la crise syrienne a exacerbé les difficultés économiques, sociales, démographiques et politiques ainsi que les problèmes de sécurité.

L'insécurité alimentaire et nutritionnelle touche la population libanaise aussi bien que les réfugiés. Selon l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle réalisé au Liban en 2016, 49 pour cent des Libanais expriment des inquiétudes s'agissant de leur aptitude à se procurer des produits alimentaires en suffisance et 31 pour cent ne parviennent pas à consommer des aliments sains et nutritifs tout au long de l'année. L'évolution des préférences alimentaires s'est traduite par l'apparition de nouveaux problèmes, notamment des carences en micronutriments et la progression de l'obésité.

Les contributions des donateurs ont permis au PAM de répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des réfugiés les plus vulnérables au Liban. Mais le conflit en République arabe syrienne a eu des incidences sur la croissance sociale et économique du Liban, en contribuant à aggraver la pauvreté et à rendre plus difficile la satisfaction des besoins essentiels au sein des communautés hôtes, et en exacerbant les problèmes qui freinaient déjà le développement.

Coordonnateurs responsables:

M. M. Hadi
Directeur régional
pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord,
l'Europe orientale et l'Asie centrale
courriel: muhannad.hadi@wfp.org

M. D. Heinrich
Directeur de pays
courriel: dominik.heinrich@wfp.org

Le plan stratégique de pays pour 2018-2020 établi par le PAM pour le Liban est cohérent avec le Plan de gestion des répercussions de la crise syrienne au Liban (2017-2020) approuvé par le Gouvernement, le Cadre stratégique des Nations Unies (2017-2020), la stratégie du Ministère de l'agriculture (2015-2019) et l'initiative du PAM Vision 2020. Le plan est axé sur quatre effets directs stratégiques destinés à faire face à la crise humanitaire en cours et à maintenir le partenariat stratégique établi avec le Gouvernement aux fins de la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 17:

Effet direct stratégique 1: Les réfugiés en situation d'insécurité alimentaire – y compris les enfants en âge scolaire – et les populations hôtes touchées par la crise ont accès pendant toute l'année à une alimentation vitale, nutritive et abordable.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2020, les femmes et les hommes vulnérables des communautés de réfugiés et communautés libanaises ciblées bénéficient d'une amélioration durable de leurs compétences, de leurs capacités et de leurs perspectives d'accès à des moyens d'existence.

Effet direct stratégique 3: Les populations vulnérables au Liban sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires fondamentaux toute l'année.

Effet direct stratégique 4: Les efforts déployés par les institutions nationales et les acteurs humanitaires nationaux et internationaux pour améliorer l'efficacité et l'efficience de leur assistance bénéficient d'un appui.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Liban (2018-2020) (WFP/EB.A/2017/8-A/2), pour un coût total pour le PAM de 889,6 millions de dollars É.-U.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Le Liban est un pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure faisant partie de la catégorie des pays à développement humain élevé. En 2015, son indice de développement humain, évalué à 0,769, le plaçait au 67^{ème} rang sur 188 pays et territoires¹. La pauvreté et les inégalités de revenus sont importantes et caractérisées par de fortes disparités régionales. L'inégalité hommes-femmes, source de désavantages pour les femmes et les filles et de discrimination à leur encontre, constitue un frein considérable au développement social et économique, la proportion de femmes dans la population active et la vie politique étant notablement inférieure à celle des hommes.
2. Alors que le conflit syrien sévit depuis six ans, le Liban est au premier rang des pays touchés par l'une des pires crises humanitaires de ces temps derniers. À ce jour, le montant total de l'assistance humanitaire internationale dont le Liban a bénéficié depuis 2011 s'établit à 5,2 milliards de dollars². Le pays fait aussi preuve d'un dévouement et d'une solidarité exceptionnels à l'égard des personnes déplacées par la guerre qui dévaste la République arabe syrienne. Le Liban accueille la population de réfugiés ramenée au nombre d'habitants la plus importante au monde, à savoir plus de 25 pour cent de la population totale du pays³. En octobre 2016, les estimations du Gouvernement indiquaient que le Liban accueillait 1,5 million de Syriens déplacés⁴. Les femmes et les enfants représentaient 80 pour cent de la population de réfugiés syriens, dont 54 pour cent – répartis également entre filles et garçons – avaient moins de 18 ans⁵. En juillet 2016, 57 pour cent de la population de réfugiés palestiniens en provenance de la République arabe syrienne étaient âgés de moins de 18 ans, là aussi répartis également entre filles et garçons⁴.
3. L'arrivée massive de réfugiés fuyant la guerre civile syrienne en cours a exacerbé les problèmes économiques et sociaux du Liban en mettant à dure épreuve les ressources et les communautés libanaises vulnérables⁶. Les services publics sont sollicités à l'excès, la demande dépassant les capacités des institutions et des infrastructures.
4. Au cours du deuxième trimestre 2016, le PAM a collaboré avec la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) aux fins de la conduite d'un examen stratégique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Liban⁷. Cet examen a permis d'analyser les besoins de toutes les catégories de population⁸, réfugiés compris. Le présent plan stratégique de pays (PSP) s'appuie sur l'analyse et les recommandations qui en sont issues. Il tient compte également du Plan d'action du PAM concernant la problématique hommes-femmes au Liban⁹, qui vise à aider

¹ Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). 2015. Indicateurs de développement humain. Voir <http://hdr.undp.org/fr/countries/profiles/LBN>.

² Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Service de surveillance financière. Voir <https://fts.unocha.org/countries/124/summary/2017>.

³ Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR). Intervention dans la région syrienne pour venir en aide aux réfugiés: portail interorganisations de partage d'informations. Voir <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/country.php?id=122>.

⁴ Gouvernement libanais et système des Nations Unies. 2017. *Lebanon Crisis Response Plan (2017–2020)*. Voir <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=12698>.

⁵ Le nombre de réfugiés syriens enregistrés par le HCR est passé de 129 000 en 2013 à 1,1 million en 2014, atteignant un pic de 1,4 million en 2015 avant de redescendre à 1 million en 2016. HCR, Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et PAM. 2016. *Vulnerability Assessment of Syrian Refugees in Lebanon*. Voir <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/ena/wfp289533.pdf>.

⁶ Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO). 2016. *Strategic Review of Food and Nutrition Security in Lebanon*. Voir <https://reliefweb.int/report/lebanon/strategic-review-food-and-nutrition-security-lebanon-enar>; Banque mondiale. 2013. *Lebanon: Economic and Social Impact Assessment of the Syrian Conflict*. Voir <http://documents.worldbank.org/curated/en/925271468089385165/pdf/810980LB0box379831B00P14754500PUBLIC0.pdf>.

⁷ CESAO. 2016. *Strategic Review of Food and Nutrition Security in Lebanon*. Voir <https://reliefweb.int/report/lebanon/strategic-review-food-and-nutrition-security-lebanon-enar>.

⁸ L'examen stratégique ne prévoyait pas une ventilation par sexe de toutes les données ni une analyse approfondie de la problématique hommes-femmes. Cette lacune sera comblée pendant la mise en œuvre du PSP.

⁹ Ce plan d'action est en harmonie avec le présent PSP, la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020) et le plan d'action correspondant, et la stratégie régionale en la matière. Le plan fera en sorte que 15 pour cent de

le PAM à atteindre son objectif d'intégration de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes dans toutes ses activités, en veillant à répondre aux besoins spécifiques des femmes, des hommes, des filles et des garçons dans les domaines de la sécurité alimentaire et de la nutrition¹⁰.

5. En 2016, 53 pour cent des ménages – 76 pour cent des ménages dirigés par une femme et 69 pour cent des ménages dirigés par un couple – ne parvenaient pas à satisfaire leurs besoins essentiels. Compte tenu de l'augmentation des demandes d'emploi face à des offres rares, de la baisse des salaires et des restrictions juridiques applicables aux emplois formels, les réfugiés syriens ont peu de chance de trouver du travail, ce qui favorise la persistance de l'insécurité alimentaire. Dans les ménages tant libanais que syriens, ce sont principalement les hommes qui gagnent un revenu, tandis que les femmes sont généralement chargées des soins et des travaux domestiques non rémunérés. Cette répartition du travail en fonction du sexe contribue à limiter les possibilités de participation économique et d'autonomisation des femmes.
6. Les pressions économiques subies par le Liban, associées aux déplacements de populations, à l'instabilité et à la pauvreté ont pour conséquences: i) la remise en cause des normes traditionnelles relatives à la problématique hommes-femmes; ii) la hausse des taux de violence familiale¹¹; et iii) l'adoption, pour répondre aux besoins du ménage, de stratégies de survie préjudiciables pour les femmes et les enfants, notamment le travail des enfants, la relégation de l'éducation au deuxième plan et le mariage précoce et forcé des enfants. Le taux de mariage précoce et forcé des enfants chez les réfugiés syriens au Liban est estimé à 24 pour cent s'agissant des filles âgées de 15 à 17 ans – soit près de quatre fois plus qu'avant la crise syrienne¹².

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

7. *Accès à la nourriture.* Avec une note établie à 7,1 en 2016, le Liban affiche un niveau de faim faible selon l'indice de la faim dans le monde¹³. Cependant, 49 pour cent des Libanais ont exprimé des inquiétudes s'agissant de leur aptitude à se procurer des produits alimentaires en suffisance et 31 pour cent ont indiqué ne pas parvenir à consommer une nourriture saine et nutritive tout au long de l'année⁷. Selon la Banque mondiale, en 2012, 27 pour cent de la population du Liban vivaient en dessous du seuil de pauvreté et ne disposaient que d'un accès limité à des denrées nutritives, ce qui contribuait à réduire la diversité de l'alimentation¹⁴. En outre, 200 000 autres Libanais avaient basculé dans la pauvreté en conséquence de la crise syrienne¹⁴. Pour les réfugiés syriens au Liban, l'accès à l'alimentation demeure un problème.
8. En 2016, 93 pour cent des ménages de réfugiés auraient été exposés à l'insécurité alimentaire à des degrés divers¹⁵. Parmi eux, 1,6 pour cent étaient en situation d'insécurité alimentaire grave, 34 pour cent en situation d'insécurité alimentaire modérée et 58 pour cent en situation

tous les fonds des projets soient alloués à des activités favorisant l'égalité entre les sexes. Pendant la mise en œuvre, l'approfondissement de l'analyse des données ventilées par sexe et par âge constituera une priorité.

¹⁰ PAM. Politique en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020). Voir http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/communications/wfp278097.pdf?_ga=2.161536572.1857268146.1494248124-1792836165.1494248038.

¹¹ Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). 2016. *Gender Based Violence Against Women and Girls Displaced by the Syrian Conflict in South Lebanon and North Jordan: Scope of Violence and Health Correlates*. Voir <http://reliefweb.int/report/lebanon/gender-based-violence-against-women-and-girls-displaced-syrian-conflict-south-lebanon>.

¹² FNUAP. 2017. *New Study Finds Child Marriage Rising Among Most Vulnerable Syrian Refugees*. Voir <http://www.unfpa.org/news/new-study-finds-child-marriage-rising-among-most-vulnerable-syrian-refugees>.

¹³ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires (IFPRI). 2016. *Indice de la faim dans le monde*. Voir <http://ghi.ifpri.org/countries/LBN/>.

¹⁴ Données de la Banque mondiale. Voir <http://data.worldbank.org/country/lebanon> (données ventilées par sexe et par âge non disponibles).

¹⁵ La proportion de ménages en situation de sécurité alimentaire ou d'insécurité alimentaire légère a diminué au fil du temps tandis que celle de ménages en situation d'insécurité modérée est passée de 12 pour cent en 2013 et 2014 à 23 pour cent en 2015 et 34 pour cent en 2016. La proportion de ménages en situation d'insécurité alimentaire grave a atteint 1,6 pour cent en 2016 alors qu'elle était négligeable les années précédentes.

d'insécurité alimentaire légère¹⁶. Les ménages syriens dirigés par une femme – 17 pour cent de l'ensemble des ménages – étaient légèrement plus frappés par l'insécurité alimentaire que ceux dirigés par un homme¹⁶. Dans la vaste majorité des ménages dirigés par une femme (85 pour cent), la femme chef de famille était mariée mais ne vivait pas avec son conjoint, dans 3 pour cent des ménages elle était divorcée ou séparée et dans 3 autres pour cent elle était veuve. L'une des principales difficultés à laquelle se heurtaient les ménages de réfugiés était l'accès limité à des possibilités de revenus, ce qui réduisait pour eux l'accès à l'alimentation et la possibilité de trouver des moyens d'existence et de les pérenniser¹⁷. En 2015, 94 pour cent des réfugiés palestiniens en provenance de la République arabe syrienne vivaient en situation d'insécurité alimentaire¹⁸.

9. *Fin de la malnutrition.* Par rapport à ce que l'on observe dans d'autres pays de la région, la prévalence de la sous-alimentation au Liban est faible, avec moins de 5 pour cent de personnes n'ayant pas eu accès à une alimentation suffisante pour couvrir leurs besoins énergétiques journaliers minimaux entre 2014 et 2016. Le Liban est en phase de transition nutritionnelle, sa population passant d'un régime alimentaire riche en micronutriments à une alimentation fortement calorique à haute teneur en sucre et en matières grasses¹⁹. Cette évolution a contribué à accroître le risque de maladies chroniques et la pauvreté du fait des demandes concurrentes concernant les denrées alimentaires, et les dépenses médicales⁷. En moyenne, la proportion de personnes en surpoids est plus élevée chez les hommes (72,8 pour cent) que chez les femmes (59,4 pour cent). Le taux de malnutrition aiguë globale chez les enfants syriens réfugiés âgés de 0 à 59 mois s'est stabilisé à 2 pour cent. Les mauvaises pratiques en matière de nutrition nuisent à la santé et au bien-être de la population déplacée, avec des effets différents sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons, y compris les personnes handicapées¹⁶. Dans le cadre d'une évaluation des besoins des réfugiés palestiniens en provenance de la République arabe syrienne réalisée en 2014, il est apparu que 91 pour cent des enfants étaient en dessous du seuil minimal acceptable pour ce qui était de la fréquence des repas et 86 pour cent en dessous du seuil acceptable en matière de diversité du régime alimentaire²⁰.
10. *Productivité et revenus des petits exploitants agricoles.* L'agriculture occupe une place modeste dans l'économie du Liban mais demeure une source majeure de moyens d'existence, puisqu'elle mobilise 25 pour cent de la population active²¹. Le secteur agricole est actuellement confronté à de multiples défis, notamment l'évolution des modèles commerciaux, l'accès limité à la terre et le manque de disponibilité des terres, le coût élevé des intrants agricoles et des aliments pour animaux, la baisse des cours des produits d'origine animale et l'écart persistant entre hommes et femmes, celles-ci étant désavantagées du point de vue de la propriété foncière et de l'accès aux services de vulgarisation, à l'emploi et aux revenus²². Selon l'évaluation de l'impact sur les conditions économiques et sociales réalisée par la Banque mondiale, l'interruption des voies de

¹⁶ Quatre-vingt-seize pour cent des ménages dirigés par une femme contre 92 pour cent des ménages dirigés par un homme. HCR, UNICEF et PAM. 2016. *Vulnerability Assessment of Syrian Refugees in Lebanon*. Voir <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=12482>.

¹⁷ HCR, UNICEF et PAM. 2016. *Vulnerability Assessment of Syrian Refugees in Lebanon*. Voir <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=12482>.

¹⁸ Gouvernement libanais et système des Nations Unies. 2017. *Lebanon Crisis Response Plan 2017–2020*. Voir <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=12698>.

¹⁹ Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). 2015. L'état de l'insécurité alimentaire dans le monde. Voir <http://www.fao.org/hunger/fr/>.

²⁰ Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) et PAM. 2014. *Needs Assessment for Palestine Refugees from Syria*.

²¹ Gouvernement libanais. Stratégie du Ministère de l'agriculture (2015-2019). Voir <http://www.lb.undp.org/content/lebanon/en/home/library/poverty/Spotlight-on-Youth-in-Lebanon.html>.

²² FAO. 2014. *Lebanon – FAO Plan of Action for Resilient Livelihoods (2014–2018): Addressing the Impact of the Syria Crisis and Food Security Response and Stabilization of Rural Livelihoods*. Voir http://www.fao.org/fileadmin/user_upload/rne/docs/Lebanon-Plan.pdf.

circulation utilisées pour le commerce agricole fait partie des chocs économiques les plus importants qui frappent actuellement le Liban²³.

11. *Systèmes alimentaires durables.* Le secteur agricole libanais représente 4 pour cent du produit intérieur brut (PIB). Les importations représentent jusqu'à 80 pour cent des besoins alimentaires du pays⁷ mais les problèmes logistiques compromettent l'efficacité de l'approvisionnement alimentaire, et en 2016 le Liban a été classé 82^{ème} sur 160 pays selon l'indice de performance logistique établi par la Banque mondiale²⁴. Il est toutefois possible d'améliorer la disponibilité et l'accessibilité des aliments en développant les filières, en traitant la question des excédents de certains produits, en facilitant l'accès des petits exploitants au marché, en réduisant les inégalités hommes-femmes et en améliorant les capacités du secteur de la vente au détail. Le pays est également mal préparé à la survenue de catastrophes naturelles telles que tremblements de terre, inondations, glissements de terrain et incendies de forêt. Le secteur agricole est particulièrement vulnérable face au changement climatique et à la rudesse des hivers, la grêle, le gel, les inondations et les tempêtes provoquant des pertes dans les secteurs de la production végétale et de l'élevage.

Environnement macroéconomique

12. Le caractère prolongé de la crise syrienne et l'instabilité politique constituent des freins majeurs à la croissance économique. Les incidences économiques de la crise n'ont jamais fait l'objet d'une évaluation détaillée. Selon la Banque mondiale, le taux de croissance du PIB est passé de 1,8 pour cent en 2014 à 1,3 pour cent en 2015²⁵. Cette situation a contribué à alourdir la pression sur les finances publiques, la prestation de services et l'environnement macroéconomique du Liban, avec des conséquences différentes sur la vie des femmes, des hommes, des filles et des garçons. Selon la Banque mondiale, le Liban a subi depuis 2012 des pertes estimées à 13,1 milliards de dollars, dont 5,6 milliards de dollars rien qu'en 2015. En outre, 300 000 citoyens libanais supplémentaires auraient perdu leur emploi – des travailleurs non qualifiés pour la plupart¹⁸.
13. La création d'emplois à l'intention des jeunes se heurte encore à des obstacles majeurs. Environ 27 pour cent de la population totale résidant au Liban ont entre 15 et 29 ans; 71 pour cent de ces jeunes sont libanais, 24 pour cent sont syriens et les 5 pour cent restants sont palestiniens ou d'autres nationalités²⁶. Le taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans s'élève à 20,6 pour cent²⁶. Le chômage touche davantage les femmes (24,7 pour cent, contre 18,7 pour cent d'hommes) et les personnes ayant un diplôme universitaire ou une qualification supérieure²⁷.

²³ Banque mondiale. 2013. *Lebanon: Economic and Social Impact Assessment of the Syrian Conflict*. Voir: <http://documents.worldbank.org/curated/en/925271468089385165/pdf/810980LB0box379831B00P14754500PUBLIC0.pdf>.

²⁴ Banque mondiale. Classement international selon l'indice de performance logistique. Voir <http://lpi.worldbank.org/international/global>.

²⁵ Données de la Banque mondiale. Voir <http://donnees.banquemondiale.org/>.

²⁶ PNUD. 2015. *Spotlight on Youth in Lebanon*. Voir [http://www.lb.undp.org/content/dam/lebanon/docs/Poverty/Publications/Spotlight%20on%20Youth%20Final%20\(23-06-2016\).pdf?download](http://www.lb.undp.org/content/dam/lebanon/docs/Poverty/Publications/Spotlight%20on%20Youth%20Final%20(23-06-2016).pdf?download).

²⁷ Données de la Banque mondiale. Voir <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.UEM.1524.FE.ZS?locations=LB>.

14. La Banque centrale du Liban est parvenue à assurer la stabilité monétaire, en maintenant un taux de change stable indexé sur le dollar des États-Unis malgré les chocs et les problèmes à répétition²⁸. Les transferts de fonds et les flux entrants de capitaux contribuent aussi considérablement à la stabilité macroéconomique. Selon la Banque mondiale, le montant des fonds envoyés par les expatriés se serait élevé à 7,6 milliards de dollars en 2016, faisant du Liban le 16^{ème} plus grand bénéficiaire de transferts de fonds dans le monde²⁹. La Banque mondiale prévoit une croissance économique à moyen terme de 2,5 pour cent par an⁴, mais toutes les catégories de population n'en bénéficient pas équitablement.
15. L'inclusion financière est élevée au Liban par rapport aux pays en situation similaire dans la région. En 2014, 47 pour cent des adultes étaient titulaires de comptes bancaires, contre 14 pour cent globalement pour la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord³⁰. En 2015, on comptait au Liban 24,5 succursales de banques commerciales pour 100 000 adultes, contre 10,9 au niveau régional, et 38,3 guichets automatiques bancaires pour 100 000 adultes, contre 24,2 dans la région³¹.

Principaux liens intersectoriels

16. Le Liban fait partie des pays à revenu intermédiaire et le taux de pauvreté y est de 27 pour cent selon les chiffres de 2012. En partenariat avec le PAM, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Ministère des affaires sociales mène une évaluation rapide de la pauvreté pour déterminer le taux de pauvreté actuel³². La forte inégalité caractérisant la répartition des richesses est mise en lumière par un coefficient de Gini égal à 86,1³³.
17. Parmi la population de réfugiés syriens au Liban, on compte 487 723 personnes ayant entre 3 et 18 ans. Le caractère prolongé de la crise et la demande élevée de scolarisation ont lourdement pesé sur la qualité et la disponibilité de l'éducation publique au détriment tant des enfants des communautés hôtes que des enfants réfugiés. Le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur a privilégié l'élargissement de l'accès équitable dans le système d'éducation public³⁴.
18. On estime que 84 pour cent des enfants libanais âgés de 3 à 5 ans fréquentent l'école maternelle, contre moins de 20 pour cent des enfants réfugiés appartenant au même groupe d'âge³⁴. La sous-scolarisation serait également importante chez les enfants réfugiés plus âgés. Pendant l'année scolaire 2015/16, 87 pour cent des enfants syriens réfugiés scolarisés dans le système public avaient entre 6 et 15 ans, mais moins de 10 pour cent des réfugiés concernés par l'enseignement secondaire – 15 à 18 ans – étaient scolarisés, ce qui prive la majeure partie des jeunes de ce groupe d'âge d'une préparation facilitant leur participation active dans la société et les handicape sur le marché de l'emploi³⁴. Les données indiquent une faible disparité entre filles

²⁸ Fonds monétaire international. 2017. *Lebanon 2016 Article IV Consultation – Press Release, Staff Report and Statement by the Executive Director for Lebanon*. Country report no. 17/19. Voir <http://www.imf.org/en/Publications/CR/Issues/2017/01/24/Lebanon-2016-Article-IV-Consultation-Press-Release-Staff-Report-and-Statement-by-the-44572>.

²⁹ Données de la Banque mondiale. Voir <http://donnees.banquemondiale.org/>.

³⁰ Banque mondiale. 2014. *The Global Findex Database 2014 Measuring Financial Inclusion around the World*. Document de travail 7255 de la Banque mondiale. Voir <http://documents.worldbank.org/curated/en/187761468179367706/pdf/WPS7255.pdf#page=3>

³¹ Données du Fonds monétaire international. Voir <http://www.imf.org/en/Data>.

³² L'évaluation permettra de recueillir des informations sur l'incidence de la pauvreté parmi les femmes, les hommes, les filles et les garçons, afin d'éclairer la programmation.

³³ Crédit Suisse. 2016. *Global Wealth Databook*. Voir <http://publications.credit suisse.com/tasks/render/file/index.cfm?fileid=AD6F2B43-B17B-345E-E20A1A254A3E24A5>.

³⁴ Banque mondiale. 2016. *Lebanon: Support to Reaching All Children with Education (RACE 2) Program for Results Project*. Voir <http://documents.worldbank.org/curated/en/980641475200856910/Lebanon-Support-to-Reaching-All-Children-with-Education-RACE-2-Program-for-Results-Project>.

et garçons chez les enfants en âge de fréquenter l'école primaire et l'école secondaire, malgré quelques variations géographiques³⁵.

19. Le Liban se classe 135^{ème} sur 144 pays dans le rapport mondial sur les disparités entre hommes et femmes établi par le Forum économique mondial³⁶ et 108^{ème} s'agissant du niveau d'instruction atteint, bien que le pays soit classé premier pour ce qui est de la scolarisation des filles dans l'enseignement secondaire et tertiaire. Ce dernier résultat n'a aucune répercussion sur la proportion de femmes dans la population active, à savoir, 26 pour cent contre 75 pour cent d'hommes³⁶. Dans l'évaluation du Forum économique mondial, les meilleurs résultats obtenus par le Liban se rapportaient à la santé et la survie, le pays se classant 102^{ème} sur 144 pays. Le Liban est au 183^{ème} rang sur 193 pays en ce qui concerne la participation des femmes à la vie politique, celles-ci occupant seulement 3 pour cent des sièges au Parlement³⁷.

1.3 Lacunes et problèmes

20. L'examen stratégique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Liban a fait apparaître les failles ci-après⁷:
- i) Les réfugiés syriens vulnérables sont quasiment entièrement dépendants de l'assistance alimentaire fournie en majeure partie par le PAM.
 - ii) Les filets de sécurité sociale susceptibles de garantir une protection sociale minimale à la population du Liban ont une portée limitée.
 - iii) Les capacités du pays en matière de statistiques doivent être développées pour permettre l'identification et le ciblage des personnes touchées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle au niveau des individus et des sous-groupes.
 - iv) Il faut aussi mettre au point au niveau national des outils permettant de mesurer les effets directs en fonction des dimensions de la sécurité alimentaire définies à l'échelle mondiale.
 - v) Le Liban ne dispose pas d'une stratégie officielle en matière d'emploi pour faire face à la recrudescence de la pauvreté et des inégalités qui compromettent l'accès à l'alimentation.
 - vi) La filière agricole libanaise est fragmentée: les petits exploitants agricoles ne sont pas bien connectés aux marchés locaux et ne bénéficient pas d'un soutien juridique et financier. Les obstacles de nature logistique et les coûts de transport demeurent importants.
 - vii) La hausse des prix sur le marché foncier, le développement urbain et la concurrence pour l'utilisation des terres se sont traduits par une augmentation du coût de la production agricole et, par ailleurs, la pénurie de terres agricoles a entraîné un recul des revenus des exploitants.
 - viii) La forte dépendance à l'égard des importations accroît le risque de choc touchant les prix.
 - ix) Les contrôles relatifs à la sécurité sanitaire des aliments et les contrôles phytosanitaires sont insuffisants.
 - x) Les petits exploitants agricoles sont confrontés à des risques croissants liés au changement climatique.
 - xi) La population libanaise abandonne un régime alimentaire riche en micronutriments pour adopter une alimentation fortement calorique à haute teneur en sucre et en matières grasses, ce qui se traduit par une incidence plus élevée de l'obésité et d'autres maladies chroniques.

³⁵ *Reaching All Children With Education in Lebanon (R.A.C.E.)*. Juin 2014. Voir <http://www.mehe.gov.lb/uploads/file/2015/Feb2015/Projects/RACEfinalEnglish2.pdf>.

³⁶ Forum économique mondial. *Global Gender Gap Report 2016*. Voir <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2016/economies/#economy=LBN>.

³⁷ Union interparlementaire. Les femmes dans les parlements nationaux. Voir <http://www.ipu.org/wmn-f/classif.htm>.

- xii) Dans le domaine de la nutrition des enfants, il faut prévoir des activités visant à assurer une nutrition et un suivi adéquats pendant les 1000 premiers jours suivant la conception.
- xiii) Le Liban ne dispose pas d'une stratégie de réduction des risques de catastrophe ni d'une stratégie nationale de mise en œuvre des objectifs de développement durable (ODD).

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

21. Le Liban ne dispose pas de plan national actualisé en matière de développement mais de nombreux ministères, notamment celui de l'agriculture, ont élaboré leur propre stratégie³⁸. Cependant, un processus systématique et exhaustif visant à faire concorder les priorités nationales et les ODD n'a pas encore été mis en œuvre. L'intervention relative aux réfugiés est intégrée dans le Plan de gestion des répercussions de la crise syrienne au Liban (2017-2020) pris en main par le pays. Les priorités définies dans la stratégie du Ministère de l'agriculture et le Plan de gestion des répercussions de la crise syrienne au Liban sont les suivantes: i) fourniture d'une assistance alimentaire essentielle aux réfugiés et aux communautés hôtes en situation d'insécurité alimentaire; ii) promotion de l'investissement dans l'agriculture aux fins de l'amélioration des débouchés et des moyens d'existence des petits exploitants agricoles; iii) création d'emplois et de possibilités de subsistance adéquats à l'intention des hommes et des femmes; iv) appui aux systèmes de sécurité alimentaire nationaux et locaux; et v) renforcement des filets de sécurité sociale et de la protection sociale au service de la stabilisation⁴.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

22. Le cadre stratégique des Nations Unies (2017-2020) vise à mettre les connaissances spécialisées, les capacités et les ressources des institutions des Nations Unies au service des actions prioritaires du Gouvernement. Les priorités du cadre stratégique sont les suivantes: i) renforcement de la sécurité intérieure, de l'état de droit et de la cohésion sociale; ii) promotion de la bonne gouvernance et de la participation inclusive; et iii) réduction de la pauvreté et promotion du développement durable parallèlement à l'apport d'une réponse aux besoins immédiats – cet axe du cadre stratégique est dirigé conjointement par le PAM et l'UNICEF³⁹. Le présent PSP s'appuie également sur le cadre de programmation par pays de la FAO pour le Liban (2016-2019) et encourage la programmation conjointe, en particulier dans le domaine de la résilience des petits exploitants.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

23. Depuis 2012, le PAM et ses partenaires aident le Gouvernement à faire face à la crise des réfugiés et à ses effets sur le pays. Les partenaires du PAM reconnaissent ses compétences pour ce qui est de fournir une assistance alimentaire vitale et un appui aux moyens d'existence tout en apportant un soutien aux filets de protection sociale du Gouvernement et aux plateformes d'aide humanitaire.
24. Les principaux facteurs contribuant à la réussite des activités menées par le PAM au Liban sont les suivants: i) partenariat avec le secteur financier pour la conception et la mise en œuvre des programmes; ii) mise au point de mécanismes de ciblage novateurs permettant d'atteindre rapidement les personnes qui en ont besoin; iii) renforcement des capacités du secteur de la vente au détail par l'intermédiaire d'un réseau de magasins sous contrat; iv) fourniture d'une assistance de type monétaire selon des modalités qui contribuent à autonomiser les bénéficiaires tout en favorisant les marchés locaux; v) adaptation du portefeuille d'interventions alors que la crise se prolonge; vi) adoption dans la programmation et les opérations d'une approche propre à favoriser l'évolution des relations entre les sexes; et vii) attribution d'une plus grande importance à la

³⁸ Stratégie du Ministère de l'agriculture (2015-2019). Voir <http://www.agriculture.gov.lb/Arabic/NewsEvents/Documents/MoA%20Strategy%202015-19%20-%20English-for%20printing.pdf>.

³⁹ Cadre stratégique des Nations Unies (2017-2020). Cet axe vise à renforcer les secteurs productifs dans les zones les plus défavorisées et à améliorer l'accès aux services sociaux ainsi que la gouvernance environnementale.

diversité du régime alimentaire afin de favoriser un changement de comportement en accord avec les caractéristiques de la nutrition dans les pays à revenu intermédiaire.

25. Conformément aux recommandations du Plan régional de gestion de la situation des réfugiés et de renforcement de la résilience, le PAM continuera à intégrer la dimension de la résilience dans ses interventions afin de garantir la durabilité et la solidité de son portefeuille de programmes⁴⁰. Comme le recommande l'évaluation menée en 2014 de la réponse apportée à la crise syrienne, le présent PSP prévoit un appui au renforcement des capacités pour rendre le Liban plus apte à gérer la crise syrienne et les chocs futurs⁴¹.

2.2 Potentialités pour le PAM

26. L'examen stratégique de la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Liban, la stratégie du Ministère de l'agriculture (2015-2019), le Plan de gestion des répercussions de la crise syrienne au Liban (2017-2020) et le cadre stratégique des Nations Unies (2017-2020) contribuent à la définition des interventions susceptibles de concerner le PAM, notamment:
- maintenir une assistance vitale en faveur des personnes les plus vulnérables ayant un accès limité aux moyens d'existence, en tenant compte de la diversité des besoins et des situations des femmes, des hommes, des filles et des garçons, y compris les handicapés;
 - dans le contexte de l'ODD 17, mettre en place des partenariats entre les parties prenantes pour établir et faire fonctionner des plateformes de gestion des données et de mise en œuvre tenant compte de la problématique hommes-femmes, au service de l'assistance humanitaire et des programmes nationaux de filets de protection sociale;
 - ouvrir des perspectives économiques favorables à la participation équitable des hommes et des femmes, en établissant des partenariats avec les institutions des Nations Unies, la société civile et le secteur privé pour appuyer la formation professionnelle axée sur le marché à l'intention des citoyens libanais et l'acquisition de compétences polyvalentes susceptibles d'être utilisées dans des contextes tant ruraux qu'urbains à l'intention des réfugiés syriens;
 - renforcer l'appui à l'éducation en fournissant des incitations aux réfugiés syriens et aux ménages libanais afin qu'ils continuent à scolariser leurs enfants;
 - dans le contexte de l'ODD 4, conduire des formations adaptées axées sur l'éducation à la nutrition dans les écoles et des activités de sensibilisation qui atteignent et informent les divers bénéficiaires du PAM et encouragent leur adhésion;
 - renforcer les liens commerciaux entre les petits producteurs, les marchés locaux et les bénéficiaires du PAM, de manière à ce que toutes les parties prenantes en tirent équitablement des avantages;
 - appuyer les améliorations du Programme national de ciblage de la pauvreté; et
 - contribuer à la relance de l'agriculture familiale et du développement communautaire, en tenant compte des besoins, des priorités, des rôles et des tâches spécifiques des femmes et des hommes – notamment dans les zones accueillant d'importantes populations de réfugiés.

2.3 Réorientations stratégiques

27. Le PSP est compatible avec les scénarios susceptibles de se produire concernant la situation au Liban et la crise des réfugiés syriens, et suffisamment souple pour permettre au PAM d'adapter sa vision 2018-2020 à l'évolution du contexte et à l'apparition de nouvelles possibilités. Il s'agit notamment du futur retour potentiel des réfugiés en République arabe syrienne, du reclassement

⁴⁰ 3RP *Refugee and Resilience Plan (2017–2018)*. Réponse régionale à la crise syrienne. Voir <http://data.unhcr.org/syrianrefugees/download.php?id=12717>. Cette approche sera aussi éclairée par la stratégie commune PAM-HCR concernant le renforcement de l'autonomie, en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, des réfugiés dont la situation se prolonge.

⁴¹ PAM et Institut britannique de développement outre-mer (ODI). *An Evaluation of WFP's Regional Response to the Syrian Crisis*, (2011–2014). Voir http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/reports/wfp274337.pdf?_ga=1.55051883.1160616948.1487074706.

de certains groupes de bénéficiaires réfugiés en conséquence des suites données aux conférences de Londres et de Bruxelles, et de l'appui attendu de la part des donateurs en faveur des activités humanitaires et des activités de développement.

28. Compte tenu de la dégradation des conditions de vie et des moyens d'existence, la réponse à la crise syrienne a principalement consisté à pourvoir aux besoins immédiats. Cependant, il devient de plus en plus nécessaire d'apporter une réponse susceptible d'amortir les effets socioéconomiques de la crise, en rattachant l'assistance immédiate aux investissements consacrés à la productivité à long terme, à la résilience et aux filets de protection sociale avec d'autres parties prenantes majeures.
29. Le PSP poursuit le passage progressif au renforcement de la résilience et au soutien des moyens d'existence dans le cadre de l'intervention prolongée de secours et de redressement actuelle, d'une manière qui apporte équitablement des avantages à tous les participants. De plus, à la faveur du PSP, le PAM contribuera avec d'autres acteurs au renforcement des systèmes, à la mise en place de plateformes d'exécution communes et à la mise en place d'innovations pour améliorer l'efficacité, l'équité et l'efficacité de l'assistance humanitaire et de l'aide au développement au Liban. En outre, le PSP visera à renforcer les capacités nationales de gestion de la crise humanitaire, en vue de préparer le transfert des responsabilités tout en veillant à ce que les améliorations du système profitent durablement aux communautés libanaises vulnérables.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impact escompté

30. Le PSP est cohérent avec le Plan de gestion des répercussions de la crise syrienne au Liban (2017-2020) approuvé par le Gouvernement, le Cadre stratégique des Nations Unies (2017-2020), la stratégie du Ministère de l'agriculture (2015-2019) et l'initiative du PAM Vision 2020⁴². Il positionne le PAM comme un partenaire majeur du Gouvernement et des autres institutions des Nations Unies en ce qui concerne la réponse à la crise et la réalisation des ODD. Tout en établissant un cadre qui permet de répondre aux divers besoins urgents des réfugiés et des citoyens libanais vulnérables, le PSP renforcera les systèmes et les capacités du pays, liés notamment à la gestion des filets de protection sociale.
31. En accord avec le Plan stratégique du PAM pour 2017-2021, la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015-2020) et le plan d'action correspondant, les questions ressortissant à la problématique hommes-femmes sont intégrées dans l'ensemble du PSP pour faire en sorte que les programmes et les politiques qui visent l'élimination de la faim favorisent l'évolution des relations hommes-femmes. Le PAM mènera notamment les activités suivantes: ventiler les données par sexe et par âge; intégrer systématiquement une analyse de la problématique hommes-femmes et du handicap dans les évaluations, les travaux de recherche, l'assistance technique, le partage des connaissances, la gestion de l'information et les travaux connexes; prendre en compte les questions relatives à l'égalité hommes-femmes et au handicap dans l'ensemble des initiatives relatives aux programmes, aux politiques et au renforcement des capacités; et veiller à la participation des femmes, des hommes, des filles et des garçons, y compris les handicapés, et de leurs organisations selon des modalités qui favorisent leur autonomisation et l'obtention de résultats équitablement répartis.
32. L'effet direct stratégique 1 concerne les besoins alimentaires et nutritionnels fondamentaux des réfugiés syriens. Le PAM fournit des transferts de type monétaire – dont le montant devrait s'établir à 27 dollars par mois et par personne – aux ménages ciblés caractérisés par une forte insécurité alimentaire, ou verse un "complément" pour faire en sorte que les enfants restent scolarisés et diversifient leur alimentation. Le PAM aidera aussi le Gouvernement à renforcer les capacités institutionnelles de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence.

⁴² L'initiative Vision 2020 s'inspire de l'ODD 2. À partir de diverses données et de consultations avec ses partenaires, le PAM a élaboré un document intitulé *Syria+5 Vision 2020* proposant une ligne d'action sur le long terme. Voir http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/op_reports/wfp285730.pdf.

33. L'effet direct stratégique 2 s'appuie sur l'accès aux produits alimentaires pour renforcer la résilience des réfugiés et des citoyens libanais vulnérables en investissant dans leurs compétences, leurs actifs et leurs capacités. Dans certains cas, l'appui relevant de l'effet direct stratégique 2 viendra s'ajouter à celui apporté au titre de l'effet direct stratégique 1; dans d'autres cas, il ciblera les personnes ne bénéficiant pas de l'appui lié à l'effet direct stratégique 1, à mesure que les bénéficiaires moins touchés par l'insécurité alimentaire passent à une assistance assortie de conditions. Les transferts relevant de l'effet direct stratégique 2 complètent ceux de l'effet direct stratégique 1, qui sont censés couvrir 60 pour cent des besoins alimentaires des ménages. Autant que possible et en fonction d'évaluations de la vulnérabilité actualisées et de consultations avec les partenaires, le PAM effectuera la transition entre l'assistance au titre de l'effet direct stratégique 1 et l'assistance au titre de l'effet direct stratégique 2.
34. L'effet direct stratégique 3 concerne les besoins alimentaires et nutritionnels fondamentaux des ménages libanais vulnérables ciblés dans le cadre du Programme national de ciblage de la pauvreté. Le PAM assurera des transferts de type monétaire, dont le montant devrait s'établir à 27 dollars par mois et par personne, au profit des ménages ciblés présentant des niveaux d'insécurité alimentaire élevés.
35. L'effet direct stratégique 4 encadre la contribution du PAM destinée à appuyer une plateforme commune d'exécution de l'aide, ainsi que son soutien en faveur des services fournis par le Ministère des affaires sociales dans le domaine des filets de protection sociale. Les quatre effets directs stratégiques contribuent à la réalisation de l'ODD 2, ayant trait à l'élimination de la faim, et de l'ODD 17, ayant trait à l'établissement de partenariats pour atteindre les ODD.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: Les réfugiés en situation d'insécurité alimentaire - y compris les enfants en âge scolaire - et les populations hôtes touchées par la crise ont accès pendant toute l'année à une alimentation vitale, nutritive et abordable

36. Dans le contexte des déplacements prolongés, les principales activités menées par le PAM au Liban seront centrées sur la fourniture aux réfugiés d'une assistance alimentaire non assortie de conditions, au moyen de transferts de type monétaire. Cette assistance contribuera à stimuler l'économie locale et permettra aux bénéficiaires de pourvoir à leurs besoins alimentaires et nutritionnels. Le PAM fournira une assistance alimentaire pour l'éducation assortie de conditions, à titre d'incitation pour favoriser la scolarisation, afin de créer un environnement propice à l'apprentissage et de renforcer la cohésion entre les réfugiés et les communautés hôtes. Cet effet direct cible aussi les femmes et les aidants familiaux dans le cadre de la dispensation d'une éducation de base consacrée à la nutrition de la famille et à d'autres thèmes relatifs à la nutrition. Il comprend la préparation aux situations d'urgence pour garantir la planification idoine des secours et la préparation à l'éventuelle augmentation soudaine du nombre de réfugiés, ou la fourniture d'une assistance aux populations hôtes touchées par la crise en cas de choc.

Domaine d'action privilégié

37. Cet effet direct est centré sur l'intervention à mener face à la crise pour répondre aux besoins des populations touchées par un choc.

Produits escomptés

38. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct:
- Les personnes ciblées parmi les réfugiés syriens et les réfugiés palestiniens en provenance de la République arabe syrienne reçoivent une assistance alimentaire non assortie de conditions sous la forme de transferts de type monétaire, pour couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base (niveau 1; catégorie de produit A; résultat stratégique 1).
 - Les clients des magasins et points de vente sous contrat avec le PAM bénéficient de leur offre améliorée de produits alimentaires de qualité variés, proposés à des prix compétitifs (niveau 2; catégorie de produit C; résultat stratégique 1).

- Les personnes ciblées parmi les réfugiés syriens, les réfugiés palestiniens en provenance de la République arabe syrienne et les populations hôtes touchées par la crise reçoivent une éducation à la nutrition et des informations en la matière, l'objectif étant d'améliorer leur comportement dans le domaine de la nutrition et les résultats correspondants obtenus (niveau 1; catégorie de produit E; résultat stratégique 2).
- Les écoliers âgés de 5 à 14 ans ciblés reçoivent de l'argent liquide ou des collations scolaires, sous réserve de remplir certaines conditions liées à leur scolarisation et à la poursuite des études (niveau 1; catégorie de produit A; cible 1 de l'ODD 4).

Activités essentielles

39. *Activité 1: Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à l'alimentation (transferts de type monétaire):* le PAM effectuera des transferts de type monétaire – dont le montant devrait s'établir à 27 dollars par mois et par personne – en faveur des ménages ciblés caractérisés par une forte insécurité alimentaire. Ces transferts correspondront à environ 60 pour cent des dépenses alimentaires des ménages, le reste pouvant être couvert au moyen soit d'activités génératrices de revenus exercées par les membres du ménage, soit du versement d'un complément au titre des activités 2, 3 ou 4. Selon le contexte et les préférences des donateurs, les bénéficiaires percevront l'aide à laquelle ils ont droit sous la forme de bons électroniques ou d'espèces librement utilisables. Dans le cadre de sa stratégie relative au secteur de la vente au détail, le PAM veillera à ce que ses bénéficiaires au Liban accèdent à une gamme de denrées de qualité à des prix compétitifs. Il peut aussi, par l'intermédiaire de son réseau de magasins sous contrat, exercer un contrôle supplémentaire pour veiller à ce que les transferts parviennent aux bénéficiaires souhaités. Le PAM fera en sorte que des magasins appartenant à des femmes soient intégrés, afin de promouvoir l'émancipation économique des femmes. Il continuera en outre de veiller à ce que les magasins sous contrat faisant partie du réseau soient accessibles aux personnes handicapées.
40. L'activité prévoit également la conception et la dispensation d'une éducation sur les habitudes alimentaires et la nutrition saines, ainsi que l'affinement permanent des outils et des innovations permettant d'améliorer la qualité des programmes, l'analyse de la vulnérabilité, le ciblage fondé sur les besoins et l'établissement des priorités en fonction des ressources disponibles. Sa mise en œuvre s'appuiera sur des cadres harmonisés; des plateformes de transferts de type monétaire; une analyse des données relatives aux transactions; des activités d'analyse, de suivi et d'évaluation tenant compte de la problématique hommes-femmes et des personnes handicapées; et des dispositifs qui permettent de faire remonter l'information et de rendre des comptes. L'expérience acquise par le PAM dans le cadre de cette composante sera mise à la disposition de l'ensemble de la communauté humanitaire et des institutions nationales (voir l'activité 5).
41. *Activité 2: Repas scolaires (sous forme d'espèces et en nature):* Dans le cadre du programme mené conjointement avec l'UNICEF, le PAM fournira une assistance alimentaire pour l'éducation assortie de conditions sous la forme du versement d'un complément aux ménages de réfugiés syriens, afin d'encourager la scolarisation et l'assiduité des enfants âgés de 5 à 14 ans. Outre promouvoir l'assiduité des filles et des garçons à l'école, l'assistance alimentaire pour l'éducation visera aussi à réduire les probabilités de recours à des mécanismes de survie néfastes dans les ménages de réfugiés, notamment les mariages précoces et forcés et le travail des enfants⁴³. Des collations seront distribuées aux écoliers libanais et syriens inscrits dans les écoles primaires publiques, comme une incitation supplémentaire pour favoriser l'assiduité scolaire et la création d'un environnement propice à l'apprentissage ainsi que la cohésion entre les réfugiés et les communautés hôtes. Cette activité comprendra la mise au point de matériel de formation et de sensibilisation consacré à la nutrition, personnalisé et tenant compte de la problématique hommes-femmes, à l'intention des écoliers, des parents et des aidants familiaux. L'établissement de partenariats avec l'UNICEF et le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur sera essentiel pour la mise en œuvre et la transposition à plus grande échelle de cette activité.

⁴³ Environ 80 pour cent des enfants ciblés dans le cadre de l'activité 2 seront des enfants de ménages bénéficiant d'une assistance au titre de l'activité 1.

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2020, les femmes et les hommes vulnérables des communautés de réfugiés et communautés libanaises ciblées bénéficient d'une amélioration durable de leurs compétences, de leurs capacités et de leurs perspectives d'accès à des moyens d'existence

42. Le PAM tirera parti de sa connaissance des bénéficiaires, de sa présence sur le terrain, de sa plateforme de transferts de type monétaire, de sa capacité à mettre en œuvre des activités à grande échelle, de son approche des partenariats et de son réseau de partenaires coopérants dans tout le pays pour appuyer le relèvement des individus, des communautés et des systèmes touchés par la crise syrienne et pour renforcer leur résilience. Il fera fond sur les conclusions de l'analyse du contexte axée sur le redressement effectuée conjointement avec d'autres organismes des Nations Unies et la Banque mondiale en vue de renforcer la coordination des investissements consacrés à la résilience dans le pays et d'établir des partenariats opérationnels pour dépasser le clivage entre action humanitaire et aide au développement. Cet effet direct stratégique consiste à investir dans l'éducation, la formation et les actifs des Libanais et des Syriens vulnérables, afin de transformer la crise en un nouveau départ pour tous, d'autonomiser les bénéficiaires et de renforcer la cohésion sociale au niveau local.

Domaine d'action privilégié

43. Cet effet direct est centré sur le renforcement de la résilience.

Produits escomptés

44. Quatre produits permettront d'obtenir l'effet direct:

- Les petits exploitants agricoles ciblés bénéficient d'une formation et d'une assistance technique pour améliorer leur production et leurs ventes (niveau 1; catégorie de produit C; résultat stratégique 3).
- Les réfugiés syriens et les citoyens libanais vulnérables ciblés reçoivent une assistance alimentaire assortie de conditions, sous la forme de transferts de type monétaire, pour couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base (niveau 1; catégorie de produit A; résultat stratégique 1).
- Les réfugiés syriens et les citoyens libanais vulnérables ciblés bénéficient d'une formation pour développer leurs compétences intéressantes sur le marché de l'emploi et consolider leurs moyens d'existence au Liban et – s'agissant des réfugiés – au moment de leur retour en République arabe syrienne, avec une participation équitable des hommes et des femmes (niveau 1; catégorie de produit C; résultat stratégique 3).
- Les habitants des municipalités ciblées bénéficient de la création et de la remise en état d'actifs environnementaux et agricoles communautaires pour asseoir la cohésion sociale, améliorer les conditions de vie et stimuler la vie économique (niveau 2; catégorie de produit D; résultat stratégique 3; cible 5 de l'ODD 1).

Activités essentielles

45. *Activité 3: Renforcement des capacités individuelles (transferts de type monétaire):* le PAM fournira, à titre d'incitation, une assistance alimentaire assortie de conditions aux citoyens libanais et aux réfugiés syriens vulnérables afin d'améliorer leurs perspectives de revenus, leurs moyens d'existence et leurs compétences pratiques de base, adaptées aux contextes tant urbains que ruraux. À cet effet, on proposera aux femmes et aux hommes des formations sur mesure tenant compte des questions d'égalité entre les sexes, destinées à les doter de compétences durables – tournées vers le futur, susceptibles d'être utilisées dans d'autres pays et intéressantes sur le marché de l'emploi – qui suscitent l'intérêt du secteur privé en créant de nouveaux débouchés commerciaux et améliorent la résilience au niveau du ménage. De plus, le PAM mettra en place de nouveaux marchés pour les fruits et les légumes frais, en établissant des liens entre ses bénéficiaires et les marchés et producteurs locaux. Les interventions viseront à renforcer la confiance et les capacités des producteurs, hommes et femmes, en particulier en promouvant les coopératives de transformation agricole gérées par des femmes.

46. *Activité 4: Création d'actifs et appui aux moyens d'existence (transferts de type monétaire):* Le PAM fournira, en collaboration avec des institutions locales et des partenaires humanitaires, notamment l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et le PNUD, une assistance alimentaire pour la création d'actifs soumise à conditions, afin de renforcer la cohésion entre les communautés syriennes et libanaises. Cette activité prévoit la création d'actifs communautaires liés à différents secteurs, dans le cadre de processus participatifs mobilisant les partenaires, les bénéficiaires, les institutions nationales et les municipalités, pour répondre aux besoins, aux priorités, aux rôles et aux tâches spécifiques des femmes et des hommes.

Effet direct stratégique 3: Les populations vulnérables au Liban sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires fondamentaux toute l'année

47. Pour faire face à l'accentuation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire dans les communautés libanaises, qui aggrave les vulnérabilités sur le long terme, et pour contribuer à atténuer les tensions sociales, le PAM aidera le Gouvernement à porter assistance à un plus grand nombre de personnes et à élargir l'aide sociale fournie dans le cadre du Programme national de ciblage de la pauvreté.

Domaine d'action privilégié

48. Cet effet direct est centré sur les causes profondes.

Produits escomptés

49. Un produit permettra d'obtenir l'effet direct:
- Les citoyens libanais vulnérables ciblés par le Programme national de ciblage de la pauvreté reçoivent des transferts de type monétaire destinés à leur permettre de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels fondamentaux (niveau 1; catégorie de produit A; résultat stratégique 1).

Activités essentielles

50. *Activité 5: Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à l'alimentation (transferts de type monétaire):* le PAM effectuera des transferts de type monétaire – dont le montant devrait s'établir à 27 dollars par personne et par mois – en faveur des ménages libanais vulnérables ciblés présentant des niveaux d'insécurité alimentaire élevés. Compte tenu de la préférence du Gouvernement, les bénéficiaires devraient percevoir l'aide à laquelle ils ont droit au moyen de bons électroniques. Comme pour l'activité 1, la stratégie du PAM relative au secteur de la vente au détail permettra de veiller à ce que les bénéficiaires accèdent à une gamme de denrées de qualité à des prix compétitifs par l'intermédiaire de son réseau de magasins sous contrat.

Effet direct stratégique 4: Les efforts déployés par les institutions nationales et les acteurs humanitaires nationaux et internationaux pour améliorer l'efficacité et l'efficience de leur assistance bénéficient d'un appui

51. Le PAM améliorera l'assistance humanitaire au Liban en consolidant et en partageant avec les institutions nationales et les autres partenaires son expérience concernant la réponse apportée à la crise des réfugiés. Cet effet direct favorisera l'établissement de partenariats fondés sur une plateforme commune en vue d'accroître l'efficience, l'équité et l'efficacité de l'assistance. L'effet direct facilitera la transition vers l'adoption d'approches durables, notamment la mise en place de filets de protection sociale qui répondent aux besoins et aux priorités des femmes, des hommes, des filles et des garçons, y compris les handicapés, dans la perspective d'un transfert des responsabilités aux autorités nationales lorsque cela est possible. L'effet direct mettra aussi l'accent sur l'amélioration de la qualité des programmes et les innovations, qui seront mises à la disposition des partenaires, des parties prenantes et des bureaux de pays.

Domaine d'action privilégié

52. Cet effet direct est centré sur la l'intervention face à la crise.

Produits escomptés

53. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct:

- Les populations ciblées par des programmes nationaux et des programmes des partenaires bénéficient de plateformes et de services communs, ce qui permet d'améliorer la couverture, la cohérence et la mise en œuvre de ces programmes (niveau 2; catégorie de produit H; résultat stratégique 8; cible 3 de l'ODD 1).
- Les populations vulnérables bénéficient de l'amélioration des capacités des institutions et des systèmes publics, notamment les intervenants locaux, en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence (niveau 3; catégorie de produit C; résultat stratégique 8; cible 4 de l'ODD 1).

Activités essentielles

54. *Activité 6: Renforcement des capacités institutionnelles:* Le PAM améliorera l'utilisation de sa plateforme monétaire et collaborera avec l'ensemble de la communauté de l'aide humanitaire et du développement, notamment le HCR, l'UNICEF et la Banque mondiale, pour jeter les bases de solutions plus durables en poursuivant le développement de filets de sécurité sociale et du système national de protection sociale. Dans le cadre de cette activité, le PAM fournira une assistance technique au Ministère des affaires sociales et à d'autres parties prenantes concernées dans des domaines tels que l'analyse de la vulnérabilité, le ciblage, la gestion des bénéficiaires, et le suivi et l'évaluation.

3.3 Transition et stratégies de retrait

55. Le PAM intégrera dans ses activités un mécanisme durable de transfert des responsabilités, fondé sur l'apport d'une assistance technique, le renforcement des capacités et le partage des connaissances avec les parties prenantes nationales. Avec le soutien du Gouvernement, le PAM restera au Liban aussi longtemps qu'une assistance humanitaire sera nécessaire pour répondre aux besoins alimentaires et nutritionnels des réfugiés syriens. Le PAM réduira progressivement l'échelle de ses opérations dès que les réfugiés syriens commenceront à retourner dans leur patrie. De plus, il examinera la nécessité de conduire des activités supplémentaires de renforcement des capacités au Liban, notamment en ce qui concerne la protection sociale, et la préparation et l'intervention en cas de situation d'urgence, en fonction des demandes formulées par le Gouvernement.

56. Le présent PSP table sur l'amélioration progressive des conditions de sécurité en République arabe syrienne et le lent retour des réfugiés dans leur pays. Le PAM ajustera son assistance à cette transition, en réduisant progressivement son assistance en faveur des réfugiés syriens – en termes de nombre de bénéficiaires et de budget alloué à chaque activité. Le bureau du PAM au Liban s'emploie déjà à élaborer des plans correspondant à ce scénario avec le bureau de pays en République arabe syrienne.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

57. Au titre de l'activité 1 de l'effet direct stratégique 1, les bénéficiaires ciblés⁴⁴ seront les suivants: i) 510 000 réfugiés syriens en 2018, 420 000 en 2019 et 350 000 en 2020; et ii) 16 000 réfugiés palestiniens en provenance de la République arabe syrienne en 2018, 14 000 en 2019 et 12 000 en 2020.

⁴⁴ Une analyse participative de la problématique hommes-femmes éclairera la prise de décisions aux fins d'un ciblage équitable des femmes, des hommes, des filles et des garçons, y compris les handicapés, qui contribue à l'obtention de résultats en matière d'égalité.

58. Au titre de l'activité 2: i) 133 000 enfants syriens réfugiés bénéficieront du versement d'un complément monétaire aux ménages en 2018, un nombre qui diminuera pour passer à 110 000 en 2019 et 80 000 en 2020; et ii) 17 000 écoliers essentiellement libanais âgés de 5 à 14 ans recevront une collation à l'école en 2018, un nombre qui augmentera pour passer à 20 000 en 2019 et 2020.
59. Au titre de l'effet direct stratégique 2, les réfugiés syriens et les citoyens libanais vulnérables ciblés bénéficiant de l'activité 3 seront au nombre de 6 000 en 2018, 9 000 en 2019 et 3 000 en 2020. Pour ce qui est de l'activité 4, leur nombre sera de 63 750 en 2018, 79 688 en 2019 et 51 000 en 2020.
60. Le PAM ciblera les réfugiés syriens et les citoyens libanais vulnérables au titre des activités 3 et 4 de l'effet direct stratégique 2. Le ciblage sera fondé sur la situation géographique, la saisonnalité, l'objectif de l'activité, les questions d'égalité hommes-femmes et la vulnérabilité. Aux stades initiaux, les deux activités cibleront principalement les bénéficiaires recevant une assistance alimentaire non soumise à conditions. Les autres bénéficiaires – estimés à 20 pour cent du total pour ces activités – seront des réfugiés syriens et des citoyens libanais vulnérables proposés par des organisations non gouvernementales (ONG) ou des municipalités et insérés dans les programmes en fonction de leur vulnérabilité. Des analyses participatives de la problématique hommes-femmes éclaireront le ciblage pour faire en sorte que les femmes, les hommes, les filles et les garçons bénéficient équitablement des activités.
61. Au titre de l'effet direct stratégique 3, l'activité 5 ciblera 48 000 citoyens libanais vulnérables en 2018, 45 000 en 2019 et 42 000 en 2020.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES DE TRANSFERTS DE VIVRES ET DE TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ		
Effet direct stratégique	Activité	Total*
1	1: Assistance alimentaire non assortie de conditions pendant 12 mois chaque année, au moyen de transferts de type monétaire en faveur des: i) ménages de réfugiés syriens; et ii) réfugiés palestiniens en provenance de la République arabe syrienne	526 000
	2: Assistance alimentaire pour l'éducation assortie de conditions: i) espèces pour l'éducation; et ii) repas scolaires	153 000
2	3: Assistance alimentaire assortie de conditions, pour la formation des réfugiés syriens et des citoyens libanais vulnérables et l'amélioration de leurs moyens d'existence et de leurs perspectives de revenus	9 000
	4: Assistance alimentaire pour la création d'actifs assortie de conditions, visant à renforcer la cohésion entre les communautés syriennes et libanaises, améliorer les conditions de vie et stimuler la vie économique locale	79 688
3	5: Assistance alimentaire non assortie de conditions pendant 12 mois chaque année, au moyen de transferts de type monétaire en faveur des ménages libanais vulnérables	48 000
4	6: Emploi amélioré de la plateforme monétaire du PAM à l'appui de l'ensemble de la communauté humanitaire et soutien au renforcement des capacités de conception et de mise en œuvre de programmes efficaces et efficaces au sein des ministères	s.o.
Total		622 338**

* Une analyse participative de la problématique hommes-femmes éclairera la prise de décisions aux fins d'un ciblage équitable des femmes, des hommes, des filles et des garçons.

** Nombre total de bénéficiaires sans recoupement.

62. La classification des ménages en fonction de leur niveau de sécurité alimentaire repose sur un indicateur composite qui tient compte des éléments suivants: consommation alimentaire, part des dépenses totales consacrée à l'alimentation, et stratégies de survie. Cette méthode vise à évaluer: i) la sécurité alimentaire effective – à court terme – des ménages, mesurée par le score de consommation alimentaire et les stratégies de survie liées à la consommation alimentaire; ii) le degré d'épuisement des actifs, qui a des incidences à long terme sur la capacité de résistance et de redressement des ménages en cas de choc; et iii) la part des dépenses consacrée à l'alimentation, qui traduit la vulnérabilité économique. Cette méthode permet de classer les ménages comme étant en situation de sécurité alimentaire ou d'insécurité alimentaire légère, modérée ou grave. Le PAM fournit une assistance alimentaire aux personnes en situation d'insécurité alimentaire grave ou modérée ainsi qu'à certaines personnes en situation d'insécurité alimentaire légère qui n'ont pas les moyens de prendre en charge le panier de dépenses de base. Actuellement, la carte électronique fournit une valeur de 27 dollars par personne et est acceptée dans 500 magasins sous contrat avec le PAM, répartis sur l'ensemble du territoire. Des mesures sont prises pour aider tous les membres des ménages bénéficiant de l'assistance alimentaire du PAM et éviter la perpétuation des inégalités intrafamiliales.
63. Le PAM fournit aux réfugiés palestiniens en provenance de la République arabe syrienne une assistance mensuelle dans le cadre d'un programme de transfert monétaire conçu et géré par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA).
64. Au titre d'un programme Espèces pour l'éducation, le PAM fournit aux ménages réfugiés syriens un complément monétaire mensuel de 6 dollars couvrant le coût de la nourriture scolaire. Ce complément constitue une incitation qui vise à encourager la scolarisation des enfants et leur assiduité à l'école et à limiter le recours aux stratégies de survie néfastes, notamment les mariages précoces et forcés, et le travail des enfants.
65. Le PAM distribuera des collations scolaires en nature, composées de lait transformé à ultra haute température (UHT) et de fruits frais, aux enfants syriens réfugiés et aux enfants libanais vulnérables scolarisés dans 39 écoles primaires publiques participant au système du "second horaire"⁴⁵. Ces écoles primaires seront sélectionnées par le Ministère de l'éducation et de l'enseignement supérieur.
66. En outre, tous les réfugiés syriens et citoyens libanais vulnérables – bénéficiaires ou non d'une assistance du PAM – auront la possibilité de participer au programme portant sur les moyens d'existence. Ils seront sélectionnés à l'issue d'une évaluation de la vulnérabilité, et le PAM veillera à ce que les femmes et les hommes puissent participer aux activités et en bénéficier d'une manière équitable.
67. À la faveur du Programme national de ciblage de la pauvreté, le PAM cible les citoyens et les ménages libanais vulnérables vivant en dessous du seuil de pauvreté extrême, tel que déterminé par la Banque mondiale, en collaboration avec le Ministère des affaires sociales et la Présidence du Conseil des ministres.

4.2 Transferts

68. Dès les premiers stades de l'intervention d'urgence lancée au Liban pour faire face à la crise syrienne, les organismes humanitaires ont commencé à remplacer l'assistance en nature par des transferts de type monétaire dans le souci de répondre plus efficacement aux besoins des réfugiés. Cette transition a été permise par l'existence dans tout le pays de marchés fonctionnant correctement, de capacités techniques et de services bancaires et d'infrastructures adaptés. En 2016, la majeure partie de l'assistance fournie par la plupart des organismes consistait en transferts de type monétaire. Les évaluations conduites depuis cette transition ont confirmé l'efficacité de cette modalité de transfert et ses avantages pour l'économie locale, ainsi que la capacité du PAM à mettre en œuvre les modalités faisant appel aussi bien aux bons électroniques

⁴⁵ Les écoles publiques libanaises sélectionnées proposent un horaire le matin – intéressant essentiellement les enfants libanais – et un horaire l'après-midi à l'intention des enfants syriens réfugiés. Ce système a été instauré par le Gouvernement libanais pour permettre l'accueil des enfants syriens dans le système d'enseignement public.

qu'aux transferts de type monétaire non assortis de conditions⁴⁶. Depuis 2012, le PAM a injecté près de 900 millions de dollars dans l'économie libanaise au titre des interventions de type monétaire, stimulant la compétition et contribuant à accroître l'efficacité du marché et le pouvoir d'achat des bénéficiaires. Les transferts de type monétaire se sont révélés intéressants pour tous les bénéficiaires et ils constituent d'ailleurs la modalité d'assistance alimentaire préférée des femmes et des hommes, car elle leur permet de satisfaire leurs besoins fondamentaux en toute dignité et d'une manière qui contribue à les autonomiser⁴⁶.

TABLEAU 2: RATIONS ALIMENTAIRES (grammes/personne/jour) ET VALEURS DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour) PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ							
	Effet direct stratégique 1			Effet direct stratégique 2		Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4
	Activité 1	Activité 2		Activité 3	Activité 4	Activité 5	Activité 6
Types de bénéficiaires	Réfugiés syriens et réfugiés palestiniens en provenance de la République arabe syrienne	Enfants syriens réfugiés et écoliers libanais de 5 à 14 ans		Réfugiés syriens et citoyens libanais vulnérables – Vivres pour la formation	Réfugiés syriens et citoyens libanais vulnérables – Assistance alimentaire pour la création d'actifs	Citoyens libanais vulnérables	s. o.
Modalité	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Vivres	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	Transferts de type monétaire	s. o.
Total kcal/jour			160				
% kcal d'origine protéique			10,37%				
Espèces (dollars/personnes/jour)	27 dollars par personne et par mois*	6 dollars par mois et par enfant de 5 à 14 ans pour couvrir le coût des repas scolaires**		105 dollars par mois pour 42 heures de formation***	105 dollars par mois pour 42 heures de travail***	27 dollars par personne et par mois*	
Autres – lait UHT et fruits			285 g/jour				
Nombre de jours d'alimentation			20/mois				

* Calculé à partir du coût d'un assortiment alimentaire apportant 2 100 kilocalories par jour.

** Ce montant correspond au coût d'une collation par jour pendant 20 jours de classe en moyenne par mois.

*** Calculé à partir de la rémunération pour 42 heures de travail au salaire minimum s'appliquant à la main-d'œuvre non qualifiée, soit 2,5 dollars de l'heure.

⁴⁶ PAM. 2014. *Economic Impact Study: Direct and Indirect Effects of the WFP Value-Based Food Voucher Programme in Lebanon*; Caccavale, Oscar M. et al. 2015. *Exploring Food Assistance Programmes: Evidence for Lebanon*. Rome: PAM; PNUD. 2015. *Impact of Humanitarian Aid on the Lebanese Economy*; Avenir Analytics. 2014. *Research to identify the Optimal Operational Set-up for Multi-Actor Provision of Unconditional Cash Grants to Syrian Refugees in Lebanon*; PAM et Boston Consulting Group. 2017. *Food-Restricted Voucher or Unrestricted Cash? How to best support Syrian Refugees in Jordan and Lebanon?*

TABLEAU 3: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de vivres/transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Autres – lait UHT et fruits	2 274	3 710 702
TOTAL (vivres)	2 274	3 710 702
Transferts de type monétaire (en dollars)		637 167 000
TOTAL (vivres et transferts de type monétaire – valeur en dollars)	2 274	640 877 702

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

69. Le renforcement des capacités sera intégré dans l'ensemble des effets directs stratégiques à l'appui des ministères, des institutions des Nations Unies, de la société civile, des ONG et des municipalités, et toutes les activités menées à cet égard tiendront compte des considérations liées à la problématique hommes-femmes et au handicap. De plus, les effets directs stratégiques offriront des possibilités de partage des connaissances dans le cadre de la coopération Sud-Sud, que ce soit par l'intermédiaire du Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim ou d'ateliers sur les innovations et les meilleures pratiques en matière de transferts de type monétaire.

4.3 Capacités du bureau de pays et profil du personnel

70. Le PSP n'a pas d'incidence majeure sur la présence du PAM au Liban. Le PAM dispose des capacités et des connaissances spécialisées nécessaires pour obtenir les effets directs stratégiques souhaités, mais il reverra sa structure opérationnelle de manière à optimiser son intervention et à aider le Gouvernement à mener ses actions prioritaires. Un examen plus approfondi des compétences techniques du bureau de pays sera envisagé pour faire en sorte que les questions concernant la problématique hommes-femmes et le handicap soient prises en compte dans toutes les opérations. Le PAM maintiendra sa présence sur le terrain par l'entremise de ses trois bureaux implantés à Zahle, Qobayat et Beyrouth.

4.4 Partenariats

71. En accord avec ce qui est prévu dans sa stratégie institutionnelle en matière de partenariat (2014-2017), le PAM tirera parti des partenariats existants et des nouveaux partenariats établis avec le Gouvernement, les institutions des Nations Unies, les ONG, la société civile, le secteur privé et d'autres parties prenantes, afin d'obtenir les effets directs stratégiques souhaités.

72. Le PAM peut compter sur une large gamme de partenaires opérationnels et stratégiques pour coordonner les opérations et favoriser les complémentarités. Dans le souci d'optimiser l'efficacité, le PAM collabore avec le HCR, l'UNICEF et le Lebanon Cash Consortium au sein d'un système interorganisations libanais unifié pour les cartes électroniques (*Lebanon One Unified Inter-Organizational System* [LOUISE]). Cette initiative consiste en un ensemble d'opérations conjointes destinées à harmoniser l'évaluation de la vulnérabilité; le ciblage; l'offre de services financiers; la distribution des cartes de bénéficiaire; la réalisation des transferts de type monétaire au titre de différents programmes et modalités d'assistance par l'intermédiaire d'une plateforme unique; le suivi et l'évaluation; la responsabilité à l'égard des populations touchées, avec notamment la mise en place d'un centre d'appel commun; et la gestion des informations.

73. Le PAM et la FAO président conjointement avec le Ministère de l'agriculture le Secteur de la sécurité alimentaire et, à ce titre, tirent parti des avantages comparatifs de nombreux acteurs humanitaires et acteurs du développement et coordonnent leurs interventions concernant la sécurité alimentaire et la nutrition. Le PAM est le chef de file de la Plateforme relative à la nutrition, qui regroupe des partenaires du Gouvernement, des institutions des Nations Unies, des ONG, des donateurs et des acteurs du monde universitaire.

74. Le PAM codirige le groupe des résultats en matière de développement socioéconomique, établi au titre du Cadre stratégique des Nations Unies. En collaboration avec l'UNICEF, le PAM facilitera l'action commune menée par le système des Nations Unies pour créer des perspectives économiques à l'intention des réfugiés et des citoyens libanais vulnérables, femmes et hommes, et pour mettre en place le système national de filets de sécurité.
75. Le PAM continuera à appuyer le Programme national de ciblage de la pauvreté. Sa plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE) sera mise à la disposition du Gouvernement pour l'aider à gérer les bénéficiaires du filet de sécurité national et à reclasser les bénéficiaires, grâce à une formation professionnelle sur les technologies numériques. Il est également prévu d'apporter un soutien dans certains domaines, notamment l'évaluation de la vulnérabilité, le ciblage et le suivi de l'impact.
76. Le PAM œuvre activement au sein du système de modules de l'aide humanitaire du Comité permanent interorganisations: il est co-chef de file du module de la sécurité alimentaire, chef de file du module des télécommunications d'urgence et du module de la logistique et membre actif d'autres modules, notamment celui de la protection. Dans le cadre de ce système, il appuie l'intégration de la problématique hommes-femmes, conformément à ce qui est énoncé dans la déclaration de principe du Comité permanent interorganisations sur l'égalité des sexes dans le contexte de l'action humanitaire pour faire évoluer les relations entre les hommes et les femmes.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

77. Le PAM élaborera un plan de suivi et évaluation détaillé tenant compte de la problématique hommes-femmes et couvrant tous les effets directs stratégiques, en attribuant des rôles et des responsabilités spécifiques aux partenaires coopérants, au bureau de pays et aux bureaux auxiliaires. Le PAM s'emploiera à tirer parti des possibilités de suivi conjoint avec d'autres organismes ou de suivi indépendant des transferts de type monétaire et des activités appuyant les moyens d'existence. Les principaux effets directs, produits et processus feront l'objet d'un suivi régulier au regard du Cadre de résultats institutionnels du PAM et conformément aux directives de celui-ci en la matière. Le PAM assurera régulièrement un suivi des effets directs ayant trait à la sécurité alimentaire, ce qui permettra de faire des comparaisons entre bénéficiaires et non-bénéficiaires en vue d'éclairer l'ajustement des programmes et la prise de décisions.
78. Le suivi s'appuiera sur des applications de collecte de données par téléphone mobile et les informations seront ensuite rassemblées dans une base de données centrale. L'utilisation de COMET facilitera la collecte des données et l'analyse des indicateurs de produit, y compris pour ce qui est des chiffres concernant les bénéficiaires. Le PAM regroupera le suivi des résultats et les enseignements tirés de l'expérience de manière à pouvoir adapter les interventions en vue d'obtenir plus efficacement les résultats escomptés. Des rapports sur les résultats seront établis chaque trimestre. Une évaluation du portefeuille de pays sera conduite au cours de la troisième année de mise en œuvre et un examen à mi-parcours sera mené au début de l'année 2.

5.2 Gestion des risques

Risques contextuels

79. La situation au Liban demeure volatile et marquée par des facteurs de tension à la fois internes et externes. La crise syrienne prolongée constitue le risque le plus important pour la sécurité politique, économique et intérieure du pays. Le climat politique intérieur est toujours agité de turbulences. Les inégalités persistantes et croissantes, qu'elles soient sociales, économiques ou entre hommes et femmes, entravent la progression vers une situation de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le PAM continuera à collaborer avec le Gouvernement à tous les niveaux pour s'acquitter de son mandat et fournir, à la fois aux réfugiés syriens et aux citoyens libanais vulnérables, une assistance alimentaire et nutritionnelle selon diverses modalités. Une programmation et des partenariats évolutifs contribueront aussi à atténuer les risques pesant sur la mise en œuvre performante des activités du PAM et l'obtention des effets directs attendus.

Risques programmatiques

80. Le contexte libanais présente des risques non négligeables du point de vue des programmes et de l'image pour les opérations du PAM. Le PAM veillera à ce que son assistance alimentaire ne porte pas préjudice à la sécurité, la dignité et l'intégrité des femmes, des hommes, des filles et des garçons, y compris les handicapés, qui la reçoivent et à ce qu'elle soit fournie d'une manière qui respecte les droits de chacun. À cet effet, le PAM s'appuiera sur un processus de suivi, un dispositif de remontée des observations des bénéficiaires, le renforcement des capacités des homologues gouvernementaux et des partenaires, et l'établissement de partenariats avec des entités qui promeuvent l'égalité et la participation active des hommes et des femmes.
81. Pour être en mesure de bénéficier d'une assistance du PAM, les réfugiés syriens doivent être enregistrés auprès du HCR. Le PAM distribue des cartes électroniques aux réfugiés ciblés vivant au Liban, qui ont le statut de réfugié et ont le droit de bénéficier de l'assistance compte tenu des résultats de l'évaluation de la vulnérabilité des réfugiés syriens au Liban, une analyse multisectorielle conduite chaque année par le PAM en collaboration avec le HCR et l'UNICEF. Au moment de la distribution des cartes électroniques, une technique de reconnaissance faciale permet de confirmer l'identité de chaque titulaire de carte au regard des données recueillies par le HCR lors de l'enregistrement des réfugiés. Deux fois par an, tous les bénéficiaires sont tenus de reconfirmer leur présence au Liban dans le cadre d'une vérification semblable à un recensement, afin de pouvoir continuer à recevoir l'assistance du PAM.
82. Le groupe du PAM chargé de la gestion des magasins, présidé par le directeur de pays adjoint, s'appuie sur les renseignements relatifs aux programmes, les systèmes d'information, les observations sur le terrain et les avis des bénéficiaires pour gérer le réseau de magasins sous contrat avec le PAM. De plus, le PAM a mis au point des procédures opératoires normalisées précises et des mesures propres à atténuer les risques et a aussi conçu et mis en œuvre des outils de suivi efficaces. Par exemple, le module d'analyse des transactions lui permet de renforcer la responsabilité à l'égard des populations touchées et la gestion avisée des ressources fournies par les donateurs grâce aux informations tirées de l'analyse de gros volumes de données relatives aux transactions par carte électronique. Le PAM a aussi clairement réparti les rôles et les responsabilités entre le bureau de pays, les bureaux auxiliaires et les partenaires coopérants afin de garantir le respect de l'obligation redditionnelle.

Risques institutionnels

83. Les menaces de terrorisme, les affrontements armés, les enlèvements et les flambées de violence aux abords des frontières du Liban avec la République arabe syrienne et Israël demeurent les principaux risques institutionnels pour les opérations et le personnel du PAM. Le PAM collabore avec le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies pour assurer la sécurité du personnel et limiter les risques.

6. Des ressources axées sur les résultats**6.1 Budget du portefeuille de pays**

TABLEAU 4: BESOINS BUDGÉTAIRES ANNUELS DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS (à titre indicatif) (en dollars)				
	Année 1	Année 2	Année 3	Total
	2018	2019	2020	
Effet direct stratégique 1	212 006 513	177 060 151	150 389 261	539 455 925
Effet direct stratégique 2	95 265 975	119 671 628	80 862 066	295 799 669
Effet direct stratégique 3	17 329 711	16 294 099	15 288 247	48 912 057
Effet direct stratégique 4	3 143 526	1 112 560	1 191 945	5 448 030
Total	327 745 725	314 138 438	247 731 519	889 615 681

84. Le PSP est assorti d'un budget dont le montant total s'élève à 889 615 681 dollars, répartis sur une période de trois ans allant de 2018 à 2020. Le PAM respectera son engagement en allouant 15 pour cent de l'ensemble des fonds des projets aux activités qui favorisent l'égalité des sexes. Quelque 61 pour cent du budget (539 455 925 dollars) sont affectés à l'effet direct stratégique 1 et permettent de fournir une assistance alimentaire directe, au moyen de transferts de type monétaire, aux réfugiés syriens vulnérables et aux réfugiés palestiniens en provenance de la République arabe syrienne, tout en prévoyant des activités de préparation aux situations d'urgence, des activités nutritionnelles et la distribution de repas scolaires.
85. L'effet direct stratégique 2 traduit le passage graduel aux activités axées sur le renforcement de la résilience et l'appui aux moyens d'existence, et est assorti d'un budget de 295 799 669 dollars sur trois ans. Le bureau de pays fera en sorte que le nombre de bénéficiaires aidés au titre de cet effet direct stratégique augmente progressivement et, parallèlement, que le nombre de bénéficiaires de l'effet direct stratégique 1 diminue, ce qui contribuera à une réduction globale des coûts opérationnels sur la période de mise en œuvre du PSP.
86. L'effet direct stratégique 3 est assorti d'un budget de 48 912 057 dollars; il est axé sur la fourniture d'une assistance alimentaire directe, au moyen de transferts de type monétaire, pour aider les populations libanaises vulnérables à la faveur du Programme national de ciblage de la pauvreté.
87. L'effet direct stratégique 4 est centré sur les services communs mis à la disposition des acteurs humanitaires et des acteurs du développement et sur le renforcement des capacités des parties prenantes nationales aux fins de l'amélioration de la prestation de services, et est assorti d'un budget de 5 448 030 dollars.

6.2 Perspectives de financement

88. Les prévisions de financement en faveur du PSP sont établies au regard de l'appui fourni de longue date par les donateurs habituels. S'agissant des opérations conduites actuellement, le PAM a besoin en moyenne de 20 millions de dollars par mois pour pouvoir continuer à fournir une assistance vitale aux réfugiés syriens au Liban. Le budget du portefeuille d'activités correspondant au présent PSP prévoit une diminution régulière chaque année, qui résulte de la réduction des besoins et du passage graduel à des modalités d'assistance assorties de conditions et à des systèmes de filets de sécurité, pour respecter les engagements et les stratégies des donateurs.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

89. Le PAM continuera de consulter les donateurs sur les niveaux et les modalités de l'assistance, notamment le passage des bénéficiaires les moins vulnérables à une assistance assortie de conditions et, autant que possible, le reclassement des bénéficiaires du Programme national de ciblage de la pauvreté. Le PAM entretiendra des contacts avec les gouvernements donateurs pour optimiser la flexibilité et la prévisibilité des ressources. Il renforcera ses liens avec les donateurs habituels et il étoffera aussi sa base de donateurs pour y inclure des donateurs non habituels et le secteur privé. Il fera appel à des plateformes novatrices, notamment ShareTheMeal. Dans le contexte de LOUISE, le PAM mobilisera des ressources pour appuyer des activités particulières et des axes de travail communs, contribuant ainsi à améliorer l'efficacité et le rapport coût-efficacité des interventions. Il étudiera également les possibilités de mettre au point des dispositifs de filets de protection sociale avec les grandes parties prenantes, afin de favoriser la durabilité et de donner une réponse plus stratégique aux besoins attendus des réfugiés accueillis par le Liban.

6.4 Priorités d'affectation des ressources

90. En cas de déficit de ressources, le PAM affectera en priorité celles dont il disposera aux activités destinées à sauver des vies et il poursuivra les autres activités du PSP en fonction des intérêts et des investissements des différents donateurs. Le classement des réfugiés syriens, établi sur la base des données du HCR et des résultats de l'évaluation de la vulnérabilité des réfugiés syriens au Liban, permettra de porter assistance en priorité aux ménages les plus vulnérables. Dans le contexte du système LOUISE, le PAM se concertera avec ses partenaires pour faire en sorte que son assistance parvienne aux personnes les plus vulnérables et complète l'assistance fournie par les autres organisations. Dans le souci de s'assurer qu'aucun réfugié vulnérable n'est laissé de côté, le PAM procédera à un ciblage conjoint avec le HCR et appliquera avec celui-ci et d'autres acteurs fournissant une assistance alimentaire et une assistance de base, une stratégie conjointe d'orientation des bénéficiaires. Tout bénéficiaire ne recevant plus une assistance faute de financement fera l'objet d'un suivi au moyen de divers outils, notamment le système de suivi des effets directs concernant la sécurité alimentaire.

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE LIBAN (2018-2020)

Texte librement rédigé par le bureau de pays

Éléments du Plan stratégique

Catégories et indicateurs du
Cadre de résultats institutionnels

Pays: Liban

Date de démarrage du PSP: 01/01/2018 Date d'achèvement du PSP: 31/12/2020

CADRE LOGIQUE¹**But stratégique 1:** Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro (ODD 2)**Objectif stratégique 1:** Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation**Résultat stratégique 1:** Chacun a accès à la nourriture (Cible 1 de l'ODD 2)**Cibles nationales des ODD et indicateurs:** objectif stratégique 2 du Plan de gestion des répercussions de la crise syrienne au Liban: porter immédiatement assistance aux populations vulnérables.Priorité 3 du **Cadre stratégique des Nations Unies:** le Liban fait reculer la pauvreté et favorise le développement durable tout en s'attachant à répondre aux besoins immédiats dans le souci du respect des droits de l'homme et compte tenu de la problématique hommes-femmes.**Effet direct stratégique 1:** Les réfugiés en situation d'insécurité alimentaire – y compris les enfants en âge scolaire – et les populations hôtes touchées par la crise ont accès pendant toute l'année à une alimentation vitale, nutritive et abordable*Prise en compte de la nutrition: oui**Catégorie d'effet direct correspondante:*

- 1.1. Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante
 - 1.1.1 Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille
 - 1.1.2 Indice des stratégies de survie
 - 1.1.3 Part des dépenses consacrées à l'alimentation
 - 1.1.5 Score de consommation alimentaire – nutrition
 - 1.1.14 Taux de poursuite des études

¹ Toutes les données concernant des personnes seront ventilées par sexe et par âge (et par handicap, là où il se pourra), conformément au Cadre de résultats institutionnels.

CADRE LOGIQUE¹	
Produit 1.1: Les personnes ciblées parmi les réfugiés syriens et les réfugiés palestiniens en provenance de la République arabe syrienne reçoivent une assistance alimentaire non assortie de conditions sous la forme de transferts de type monétaire, pour couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base	<i>Catégorie de produit correspondante:</i> A. Ressources transférées
Produit 1.2 Les clients des magasins et points de vente sous contrat avec le PAM bénéficient de leur offre améliorée de produits alimentaires de qualité variés, proposés à des prix compétitifs	<i>Catégorie de produit correspondante:</i> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
Produit 1.3 Les personnes ciblées parmi les réfugiés syriens et les réfugiés palestiniens en provenance de la République arabe syrienne et les populations hôtes touchées par la crise reçoivent une éducation à la nutrition et des informations en la matière, l'objectif étant d'améliorer leur comportement dans le domaine de la nutrition et les résultats correspondants obtenus	<i>Catégorie de produit correspondante:</i> E. Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées
Produit 1.4 Les écoliers âgés de 5 à 14 ans ciblés reçoivent de l'argent liquide ou des collations scolaires, sous réserve de remplir certaines conditions liées à leur scolarisation et à la poursuite des études Contribue aussi à l'ODD 4	<i>Catégorie de produit correspondante:</i> A. Ressources transférées
Activité 1: Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à l'alimentation (transferts de type monétaire)	<i>Catégorie d'activité correspondante:</i> 1. Ressources non assorties de conditions transférées
Activité 2: Repas scolaires (sous forme d'espèces et en nature)	4. Repas scolaires
But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro (ODD 2)	
Objectif stratégique 1: Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation	
Résultat stratégique 1: Chacun a accès à la nourriture (Cible 1 de l'ODD 2)	
Cibles nationales des ODD et indicateurs: objectif stratégique 4 du Plan de gestion des répercussions de la crise syrienne au Liban: renforcer la stabilité du Liban sur les plans économique, social et environnemental.	
Priorité 3 du Cadre stratégique des Nations Unies: le Liban fait reculer la pauvreté et favorise le développement durable tout en s'attachant à répondre aux besoins immédiats dans le souci du respect des droits de l'homme et compte tenu de la problématique hommes-femmes.	
Effet direct stratégique 2: D'ici à 2020, les femmes et les hommes vulnérables des communautés de réfugiés et communautés libanaises ciblées bénéficient d'une amélioration durable de leurs compétences, de leurs capacités et de leurs perspectives d'accès à des moyens d'existence <i>Prise en compte de la nutrition: oui</i>	<i>Catégorie d'effet direct correspondante:</i> 1.1. Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante 1.1.1 Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille 1.1.2 Indice des stratégies de survie

CADRE LOGIQUE¹	
	1.1.3 Part des dépenses consacrées à l'alimentation 1.1.6 Score de consommation alimentaire – nutrition 1.1.4 Proportion de la population dans les communautés ciblées faisant état d'avantages découlant de l'amélioration de la base d'actifs
Produit 2.1: <i>Les petits exploitants agricoles ciblés bénéficient d'une formation et d'une assistance technique pour améliorer leur production et leurs ventes</i>	<i>Catégorie de produit correspondante:</i> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
Produit 2.2: <i>Les réfugiés syriens et les citoyens libanais vulnérables ciblés reçoivent une assistance alimentaire assortie de conditions, sous la forme de transferts de type monétaire, pour couvrir leurs besoins alimentaires et nutritionnels de base</i>	<i>Catégorie de produit correspondante:</i> A Ressources transférées
Produit 2.3: <i>Les réfugiés syriens et les citoyens libanais vulnérables ciblés bénéficient d'une formation pour développer leurs compétences intéressantes sur le marché de l'emploi et consolider leurs moyens d'existence au Liban et – s'agissant des réfugiés – au moment de leur retour en République arabe syrienne, avec une participation équitable des hommes et des femmes</i>	<i>Catégorie de produit correspondante:</i> C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées
Produit 2.4: <i>Les habitants des municipalités ciblées bénéficient de la création et de la remise en état d'actifs environnementaux et agricoles communautaires pour asseoir la cohésion sociale, améliorer les conditions de vie et stimuler la vie économique</i> <i>Contribue aussi à la cible 5 de l'ODD 1</i>	<i>Catégorie de produit correspondante:</i> D. Actifs créés
Activité 3: <i>Renforcement des capacités individuelles (transferts de type monétaire)</i>	<i>Catégorie d'activité correspondante:</i> 8. Renforcement des capacités individuelles
Activité 4: <i>Création d'actifs et appui aux moyens d'existence (transferts de type monétaire)</i>	<i>Catégorie d'activité correspondante:</i> 2. Création d'actifs et appui aux moyens d'existence
But stratégique 1: <i>Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro (ODD 2)</i>	
Objectif stratégique 1: <i>Éliminer la faim en préservant l'accès à l'alimentation</i>	
Résultat stratégique 1: <i>Chacun a accès à la nourriture (Cible 1 de l'ODD 2)</i>	
Cibles nationales des ODD et indicateurs: objectif stratégique 2 du Plan de gestion des répercussions de la crise syrienne au Liban: porter immédiatement assistance aux populations vulnérables.	
Priorité 3 du Cadre stratégique des Nations Unies: le Liban fait reculer la pauvreté et favorise le développement durable tout en s'attachant à répondre aux besoins immédiats dans le souci du respect des droits de l'homme et compte tenu de la problématique hommes-femmes.	

CADRE LOGIQUE¹

<p>Effet direct stratégique 3: Les populations vulnérables au Liban sont en mesure de satisfaire leurs besoins alimentaires fondamentaux toute l'année <i>Prise en compte de la nutrition: non</i></p>	<p><i>Catégorie d'effet direct correspondante:</i> 1.1. Maintien/amélioration de l'accès des individus et des ménages à une alimentation suffisante 1.1.1 Score de consommation alimentaire, en fonction du sexe du chef de famille 1.1.2 Indice des stratégies de survie 1.1.3 Part des dépenses consacrées à l'alimentation</p>
<p>Produit 3.1: Les citoyens libanais vulnérables ciblés par le Programme national de ciblage de la pauvreté reçoivent des transferts de type monétaire destinés à leur permettre de satisfaire leurs besoins alimentaires et nutritionnels fondamentaux</p>	<p><i>Catégorie de produit correspondante:</i> A. Ressources transférées</p>
<p>Activité 5: Transferts de ressources non assortis de conditions pour favoriser l'accès à l'alimentation (transferts de type monétaire)</p>	<p><i>Catégorie d'activité correspondante:</i> 1. Ressources non assorties de conditions transférées</p>
<p>Résultats transversaux C.1 Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences C.2 Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité C.3 L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM C.4 Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement</p>	
<p>But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD (ODD 17)</p>	
<p>Objectif stratégique 5: Travailler en partenariat pour de meilleurs résultats au regard des ODD</p>	
<p>Résultat stratégique 8: Renforcer les partenariats mondiaux (cible 16 de l'ODD 17)</p>	
<p>Cibles nationales des ODD et indicateurs: objectif stratégique 3 du Plan de gestion des répercussions de la crise syrienne au Liban: appuyer la prestation de services par l'intermédiaire des systèmes nationaux.</p>	
<p>Priorité 3 du Cadre stratégique des Nations Unies: le Liban fait reculer la pauvreté et favorise le développement durable tout en s'attachant à répondre aux besoins immédiats dans le souci du respect des droits de l'homme et compte tenu de la problématique hommes-femmes.</p>	
<p>Effet direct stratégique 4: Les efforts déployés par les institutions nationales et les acteurs humanitaires nationaux et internationaux pour améliorer l'efficacité et l'efficience de leur assistance bénéficient d'un appui <i>Prise en compte de la nutrition: non</i></p>	<p><i>Catégorie d'effet direct correspondante:</i> 8.1. Amélioration des plateformes de coordination communes 8.1.1 Taux de satisfaction des usagers</p>

CADRE LOGIQUE¹

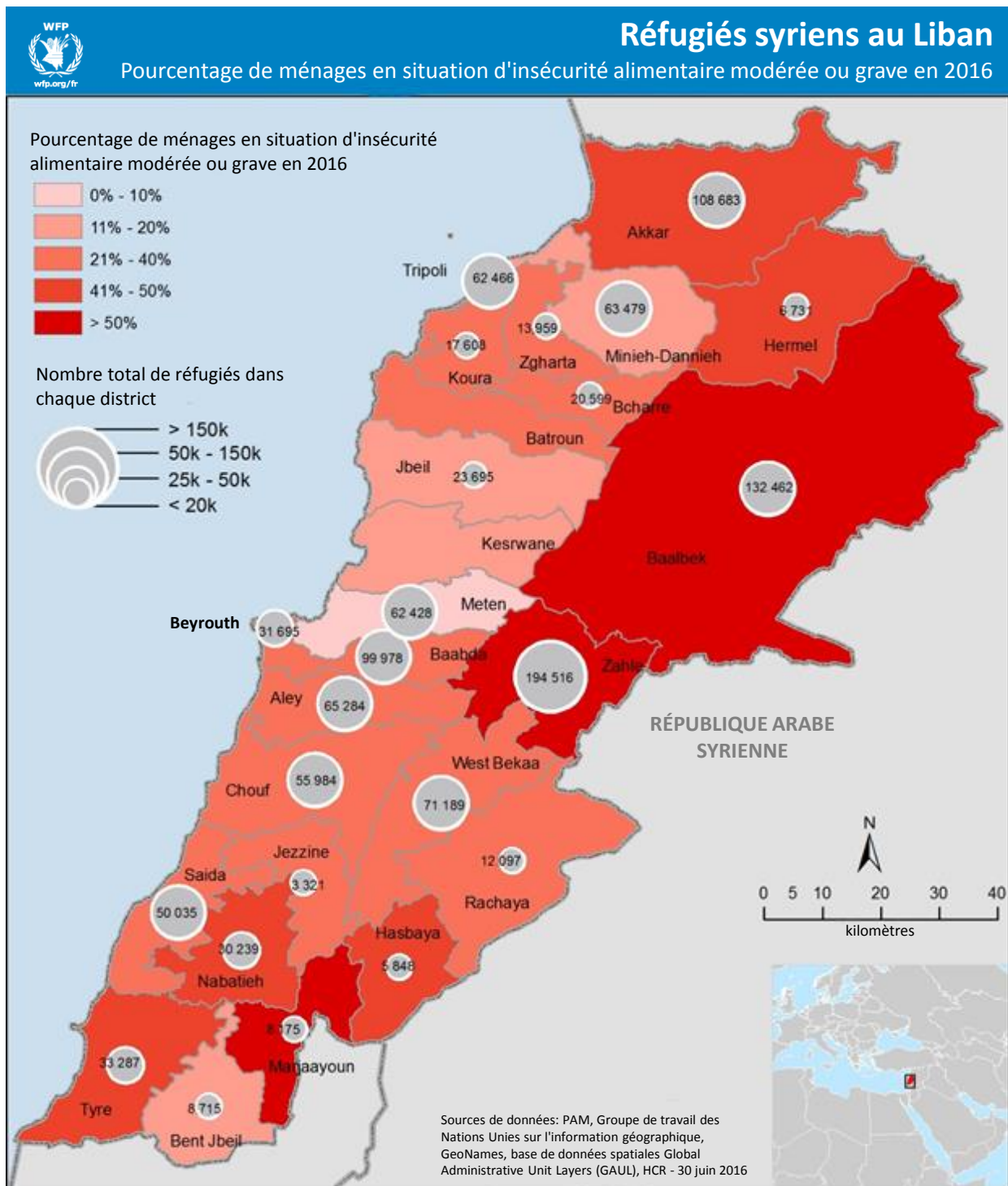
<p>Produit 4.1: Les populations ciblées par des programmes nationaux et des programmes des partenaires bénéficient de plateformes et de services communs, afin que les parties prenantes nationales puissent améliorer la couverture, la cohérence et la mise en œuvre de ces programmes</p> <p>Contribue aussi à la cible 3 de l'ODD 1</p>	<p>Catégorie de produit correspondante:</p> <p>H. Services et plateformes partagés mis à disposition</p>
<p>Produit 4.2: Les populations vulnérables bénéficient de l'amélioration des capacités des institutions et des systèmes publics, notamment les intervenants locaux, en matière de préparation et d'intervention en cas de situation d'urgence</p> <p>Contribue aussi à la cible 4 de l'ODD 1</p>	<p>Catégorie de produit correspondante:</p> <p>C. Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées</p>
<p>Activité 6: Renforcement des capacités institutionnelles</p>	<p>Catégorie d'activité correspondante:</p> <p>9. Renforcement des capacités institutionnelles</p>

ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE(en dollars)					
Résultats stratégiques du PAM/cibles des ODD	Résultat stratégique 1, cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1 cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 1 cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 8, cible 16 de l'ODD 17	Total
Effets directs stratégiques du PAM	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	Effet direct stratégique 3	Effet direct stratégique 4	
Transferts	470 399 400	261 513 585	44 234 770	3 437 870	779 585 625
Mise en œuvre	23 768 860	9 443 445	561 443	1 555 237	35 328 986
Coûts d'appui directs ajustés (pour cent)	9 996 156	5 491 258	915 990	98 510	16 501 914
Sous-total	504 164 416	276 448 289	45 712 203	5 091 617	831 416 525
Coûts d'appui indirects (7 pour cent)	35 291 509	19 351 380	3 199 854	356 413	58 199 157
Total	539 455 925	295 799 669	48 912 057	5 448 030	889 615 681

ANNEXE III

Niveau d'insécurité alimentaire des ménages de réfugiés syriens au Liban en 2016



Les appellations employées dans cette carte et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Liste des sigles utilisés dans le présent document

CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
LOUISE	<i>Lebanon One Unified Inter-Organizational System for e-Cards</i> (système interorganisations libanais unifié pour les cartes électroniques)
ODD	objectif de développement durable
PIB	produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PSP	plan stratégique de pays
SCOPE	système de gestion des opérations en espèces
UHT	ultra haute température
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient